

**Caisse Primaire d'Assurance Maladie**

## **Cahier des Clauses Administratives Particulières**

**AMO pour la maintenance des installations de génie climatique**

**MARCHÉ N°R-OCC-2025-019**

**Organisme coordonnateur du groupement :**

**Caisse Primaire d'Assurance Maladie des Hautes-Pyrénées**

8 place au Bois

65021 Tarbes Cedex 9

N° SIRET : 777 169 020 00016

Appel d'offre ouvert passé en application de l'Arrêté du 19 juillet 2018 portant règlement sur les marchés des organismes de Sécurité Sociale et en application des articles L.2124-2, R.2124-1, R.2124-2 du Code de la Commande Publique

## SOMMAIRE

<b>1. Dispositions générales du Marché</b>	<b>4</b>
<b>1.1. Parties contractantes</b>	<b>4</b>
1.1.1. Groupement de commande	4
1.1.2. Dénomination des parties	4
<b>1.2. Objet du marché</b>	<b>4</b>
<b>1.3. Marchés similaires</b>	<b>5</b>
<b>1.4. Modifications en cours de marché</b>	<b>5</b>
<b>1.5. Clause de réexamen</b>	<b>5</b>
1.5.1. Ajout et/ou suppression de sites	5
1.5.2. Clause de rendez-vous	5
1.5.3. Modification de l'inventaire	6
<b>2. Passation de la consultation</b>	<b>6</b>
2.1. Procédure de passation	6
2.2. Allotissement	6
2.3. Forme du marché	6
2.4. Montants des marchés	6
<b>3. Date d'effet – Durée du Marché</b>	<b>7</b>
3.1. Durée du marché	7
3.2. Démarrage des prestations	7
<b>4. Pièces contractuelles du marche public</b>	<b>8</b>
<b>5. Prix</b>	<b>9</b>
5.1. Caractéristiques des prix pratiqués	9
5.2. Révision des prix	9
<b>6. Passation des bons de commande</b>	<b>10</b>
<b>7. Avance</b>	<b>10</b>
7.1. Conditions de versement et de remboursement	10
7.2. En cas de sous-traitance	11
7.3. Conditions de remboursement	11
<b>8. cession de créances</b>	<b>11</b>
<b>9. Modalités de règlement des comptes</b>	<b>11</b>
9.1. Transmission des demandes de paiement	11
9.2. Mentions devant figurer sur les factures	13
9.3. Modalités de règlement	13
9.4. Règlement en cas de groupements économiques	13
<b>10. Modalités d'intervention dans les locaux de l'acheteur</b>	<b>14</b>

<b>11.</b>	<b><i>Pénalités</i></b>	<b>15</b>
11.1.	Pénalités pour absence	15
11.2.	Pénalité pour non remplacement d'intervenant	15
11.3.	Pénalité de retard	15
11.4.	Pénalités pour non-respect des obligations en matière de lutte contre le travail dissimulé	16
<b>12.</b>	<b><i>Sous-traitance</i></b>	<b>16</b>
<b>13.</b>	<b><i>Conditions de remise et de validation des livrables</i></b>	<b>16</b>
13.1.	Conditions de remise et de validation du Diagnostic des installations	16
13.2.	Conditions de remise et de validation des propositions de programmes	17
13.3.	Conditions de remise et de validation du dossier de consultation des entreprises	17
13.4.	Conditions de remise et de validation du rapport d'analyse des offres	18
13.5.	Conditions de remise et de validation des bilans annuels de suivi d'exécution des marchés de maintenance	18
13.6.	Conditions de remise et de validation d'un état des lieux contradictoire des installations avec le mainteneur :	18
13.7.	Autres documents à transmettre :	19
13.8.	Hypothèse de demandes de rectification des livrables par l'organisme contractant	19
<b>14.</b>	<b><i>Suivi de l'exécution du marche</i></b>	<b>19</b>
14.1.	Réunion de suivi :	19
14.2.	Devoir de conseil et d'alerte :	19
14.3.	Obligations du Titulaire en matière de personnel	19
14.3.1.	Engagement d'ordre général	19
14.3.2.	Mise à disposition de la liste nominative du personnel :	20
14.4.	Arrêt de l'exécution des interventions	20
<b>15.</b>	<b><i>Assurances</i></b>	<b>20</b>
<b>16.</b>	<b><i>Obligations fiscales et sociales</i></b>	<b>20</b>
<b>17.</b>	<b><i>Résiliation du contrat</i></b>	<b>20</b>
<b>18.</b>	<b><i>Redressement ou liquidation judiciaire</i></b>	<b>21</b>
<b>19.</b>	<b><i>Règlement des litiges et langues</i></b>	<b>21</b>
<b>20.</b>	<b><i>Clause de confidentialité</i></b>	<b>21</b>
<b>21.</b>	<b><i>Clause de sécurité du système d'information</i></b>	<b>22</b>
<b>22.</b>	<b><i>Dérogations</i></b>	<b>25</b>

## 1. Dispositions générales du Marché

### 1.1. Parties contractantes

#### 1.1.1. Groupement de commande

En vertu des dispositions de l'article L. 2113-6 du code de la commande publique, les organismes suivants :

La CPAM - Caisse Primaire d'Assurance Maladie - de l'Ariège

La CPAM - Caisse Primaire d'Assurance Maladie - de l'Aude

La CPAM - Caisse Primaire d'Assurance Maladie - de l'Aveyron

La CPAM - Caisse Primaire d'Assurance Maladie - du Gard

La CPAM - Caisse Primaire d'Assurance Maladie - de la Haute Garonne

L'UIOSS - Union immobilière des Organismes de Sécurité Sociale - de Haute-Garonne

La CPAM - Caisse Primaire d'Assurance Maladie - de l'Hérault

La CPAM - Caisse Primaire d'Assurance Maladie - du Lot

La CCSS - Caisse Commune de Sécurité Sociale - de Lozère

La CPAM - Caisse Primaire d'Assurance Maladie - des Pyrénées-Orientales

La CPAM - Caisse Primaire d'Assurance Maladie - du Tarn

La CPAM - Caisse Primaire d'Assurance Maladie - du Tarn et Garonne

La CPAM - Caisse Primaire d'Assurance Maladie - des Hautes-Pyrénées

ont constitué un groupement de commandes dont le Coordonnateur est la Caisse Primaire d'Assurance Maladie des Hautes-Pyrénées représentée par son Directeur(trice).

Au terme de la procédure, le marché public est conclu et notifié par le représentant du Coordonnateur. Chaque membre du groupement s'assure de la bonne exécution du marché en ce qui le concerne.

#### 1.1.2. Dénomination des parties

Dans le cadre de l'exécution des prestations, les parties contractantes sont :

- D'une part : les Organismes de Sécurité sociale constituant le groupement de commandes, désignés dans le présent CCAP par l'expression « les organismes » ;
- D'autre part : le prestataire de service désigné dans le présent CCAP par l'expression « le titulaire ».

Dans le cadre de l'exécution du marché, le comptable assignataire est le Directeur Comptable et financier de chaque Organisme.

### 1.2. Objet du marché

La présente consultation a pour objet des prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'élaboration et le suivi des marchés d'entretien-maintenance des installations de génie climatique des bâtiments des membres du groupement.

Dans le cadre de cette prestation, le prestataire est tenu à une obligation de résultats.

La mission est détaillée dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP). Elle comprend 5 phases techniques :

- **Phase 1 : « Diagnostic complet des installations »**

- **Phase 2 : « Programme »**
- **Phase 3 : « DCE » (Dossier de Consultation des Entreprises)**
- **Phase 4 : « Consultation et analyse des offres »**
- **Phase 5 : « Assistance à la performance énergétique et suivi de l'exécution des marchés »**

Chaque élément de mission fait l'objet d'une décision de réception de la part du maître d'ouvrage qui sera réalisée conformément aux dispositions du CCAG-PI applicable au présent marché.

Les éléments de mission sont considérés comme phases techniques.

Comme prévu par l'article 22 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'interrompre le marché à l'achèvement de chaque élément de mission, sans que cela donne droit au versement d'une indemnité pour le titulaire.

### **1.3. Marchés similaires**

Les prestations de l'accord-cadre pourront donner lieu à un nouveau marché pour la réalisation de prestations similaires dans les conditions définies à l'article R 2122-7 du code de la commande publique. Les prestations similaires seront confiées et exécutées par le titulaire du présent marché dans les mêmes conditions que celles qui y sont fixées.

### **1.4. Modifications en cours de marché**

Le présent marché pourra également être modifié conformément aux dispositions des articles R. 2194-1 à R. 2194-9 du Code de la commande publique.

### **1.5. Clause de réexamen**

Conformément aux dispositions de l'article R. 2194-1 du Code de la commande publique, le présent marché pourra être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence lorsque les modifications, quel que soit leur montant, ont été prévues dans les documents contractuels initiaux sous la forme de clauses de réexamen, dont des clauses de variation du prix ou d'options claires, précises et sans équivoque.

Ces clauses indiquent le champ d'application et la nature des modifications ou options envisageables ainsi que les conditions dans lesquelles il peut en être fait usage.

En conséquence, les modifications suivantes pourront être effectuées, par voie d'avenant, quel que soit leurs montants :

#### **1.5.1. Ajout et/ou suppression de sites**

Chaque organisme membre du groupement peut être amené à faire évoluer le nombre de ses sites via des ouvertures, des fermetures ou des déménagements temporaires.

Les cas échéant, un inventaire des équipements devra être réalisé et les prix proposés par le titulaire devront être en cohérence avec ceux acceptés dans l'offre initiale pour des sites similaires.

Les prestations à effectuer seront les mêmes que celles prévues au CCTP.

#### **1.5.2. Clause de rendez-vous**

En cas de modification imprévisible de la législation ou réglementation applicables en cours d'exécution du marché ayant un impact sur les coûts, les parties conviennent de se rencontrer pour évaluer l'impact financier de cette modification et le cas échéant formaliser par voie d'avenant la modification rendue nécessaire.

### 1.5.3. Modification de l'inventaire

En cas de modification de l'inventaire concernant le rajout ou la suppression d'équipements CVC. Les prix proposés par le titulaire devront être en cohérence avec ceux acceptés dans l'offre initiale pour des sites similaires.

Les prestations à effectuer seront les mêmes que celles prévues au CCTP.

## 2. Passation de la consultation

### 2.1. Procédure de passation

La présente consultation est passée sous la forme d'un appel d'offre en application des articles L.2124-2, R.2124-1 et R.2124-2.1° du Code de la commande publique.

### 2.2. Allotissement

La consultation est allotie en 2 lots géographiques :

- Lot n°1 : AMO pour la maintenance des installations de génie climatique des Organismes de la région Midi-Pyrénées ;
- Lot n°2 : AMO pour la maintenance des installations de génie climatique des Organismes de la région Languedoc-Roussillon.

Lot	Organismes
Lot 1 – Midi-Pyrénées	CPAM Ariège
	CPAM Aveyron
	CPAM Haute-Garonne
	CPAM Lot
	CPAM Hautes-Pyrénées
	CPAM Tarn
	CPAM Tarn-et-Garonne
	UIOSS de Haute-Garonne
Lot 2 – Languedoc-Roussillon	CPAM Aude
	CPAM Gard
	CPAM Hérault
	CCSS Lozère
	CPAM Pyrénées-Orientales

### 2.3. Forme du marché

En application des articles L.2125-1, R. 2162-1, R. 2162-13 et 14 du Code de la Commande Publique, les marchés sont conclus sous la forme d'un accord-cadre de service composite comprenant :

- Lot 1 – AMO pour la région Midi-Pyrénées :
  - o Une part forfaitaire exécutée en continu ;
  - o Une part unitaire exécutée par l'émission de bons de commande.
- Lot 2 – AMO pour la région Languedoc-Roussillon :
  - o Une part forfaitaire exécutée en continu ;
  - o Une part unitaire exécutée par l'émission de bons de commande.

### 2.4. Montants des marchés

Les lots sont conclus sans montant minimum et avec les montants maximums annuels suivants :

- Lot n°1 - AMO pour la région Midi-Pyrénées : la partie exécutée par bons de commande est conclue sans montant minimum mais avec un maximum de 200 000€ HT annuel ;

- Lot n°2 - AMO pour la région Languedoc-Roussillon : la partie exécutée par bons de commande est conclue sans montant minimum mais avec un maximum de 120 000€ HT.

### 3. Date d'effet – Durée du Marché

#### 3.1. Durée du marché

Le Marché est conclu à compter de sa notification, en application de l'article R. 2182-4 du code de la commande publique.

Délais des différentes phases :

Phases	Délais	Point de départ du délai
<b>Phase 1 : Diagnostic</b> - Visite des sites - Envoi du diagnostic	<i>6 semaines au total : 3 semaines 2 semaines</i>	Démarrage des prestations
<b>Phase 2 : Programme</b> - Propositions - Programme final	<i>3 semaines au total : 2 semaines 1 semaine</i>	Validation de la phase 1 par la maîtrise d'ouvrage
<b>Phase 3 : DCE</b>	<i>2 semaines</i>	Validation du programme
<b>Phase 4 : Consultation, analyse des offres, réunion de démarrage avec le mainteneur</b>	<i>7 semaines + ½ journée</i>	Date de réception des offres

A compter de la phase 5, le marché aura une durée ferme d'un an tacitement renouvelable trois fois par périodes successives d'un an, sauf dénonciation du Marché par l'Organisme au moins deux (2) mois avant chaque échéance annuelle.

La durée totale de la phase 5 ne pourra pas excéder quatre années.

Le Titulaire ne peut s'opposer à la reconduction tacite définie ci-avant.

#### 3.2. Démarrage des prestations

Les prestations de la phase 1 commenceront à la notification du présent marché sauf pour la CPAM du Gard dont la date de démarrage sera prévue par un ordre de service (approximativement 6/7 mois avant la date de fin du marché de maintenance en cours, afin de pouvoir avoir une phase 1 « Diagnostic » à jour).

Les prestations de la phase 5 commenceront à la même date que les marchés de maintenance issus de la phase 4.

A titre informatif et non contractuel, voici les dates de fin des marchés de maintenance en cours des Organismes :

Lot	Organismes	Date de fin de contrat en cours
<b>Lot 1 – Midi-Pyrénées</b>	CPAM Ariège	30/06/2026
	CPAM Aveyron	30/06/2026
	CPAM Haute-Garonne	30/06/2026
	CPAM Lot	30/06/2026
	CPAM Hautes-Pyrénées	30/06/2026

	CPAM Tarn	30/06/2026
	CPAM Tarn-et-Garonne	30/06/2026
	UIOSS de Haute-Garonne	30/06/2026
<b>Lot 2 – Languedoc-Roussillon</b>	CPAM Aude	30/06/2026
	CPAM Gard	<b>30/09/2028</b>
	CPAM Hérault	30/06/2026
	CCSS Lozère	<b>24/01/2027</b>
	CPAM Pyrénées-Orientales	30/06/2026

Dans le cas les prestations ne démarreraient pas conformément aux dates précisées ci-dessus, le Titulaire ne pourra se prévaloir d'aucun droit ou indemnités de quelque nature que ce soit.

#### 4. Pièces contractuelles du marché public

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG PI, les pièces contractuelles prévalent dans l'ordre ci-après pour chacun des lots :

- L'acte d'engagement dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi
- L'Annexe financière complétée par le Titulaire du Marché et acceptée par l'Organisme
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes :
  - Annexe 1 : Le livret de sécurité
  - Annexe 2 : les attendus, les délais contractuels et pénalités
  - Annexe 3 : Adresses des sites
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés de prestation intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 en vigueur à la date de notification du présent marché
- L'offre technique et le cadre de réponse du Titulaire.
- Le Cadre de Réponse Technique du Titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance postérieurs à la notification du Marché ;
- L'ensemble des normes techniques et des normes réglementaires applicables ;
- Les bons de commande
- Le code de la commande publique
- L'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation des marchés publics des organismes de Sécurité sociale

Hormis le CCAG-PI applicable, l'exemplaire original des pièces énumérées ci-dessus, conservé par le Coordonnateur, fait seul foi. Le Titulaire déclare parfaitement connaître le CCAG-PI applicable bien qu'il ne soit pas matériellement joint au présent CCAP.

Pendant toute la durée d'exécution du Marché, toutes clauses ou conditions générales ou spécifiques figurant dans des documents envoyés par le Titulaire et contraires aux dispositions des pièces contractuelles, seront réputées non écrites. Il en est ainsi, sans que cette liste ne soit exhaustive, des conditions générales d'achat et de vente des Parties.

De façon générale, aucune réserve ou condition qui serait apportée aux pièces désignées ci-dessus lors de la remise de la proposition puis durant l'exécution du marché ne sera admise. Le Titulaire s'engage à respecter toutes les dispositions incluses dans les pièces constitutives du marché désignées au présent article.



## 5. Prix

### 5.1. Caractéristiques des prix pratiqués

Les prix des marchés publics sont mixtes :

- A prix global et forfaitaire pour les prestations exécutées en continue ;
- A prix unitaires pour les prestations exécutées par bons de commande.

Les prix applicables sont ceux indiqués dans l'acte d'engagement du Marché et/ou l'Annexe financière. Les prix sont établis aux conditions économiques du mois de la date limite de dépôt des plis. Ils sont définitifs et révisables.

Les prix sont TTC, sauf mention dans l'acte d'engagement.

Ces prix sont réputés complets, en ce sens qu'ils comprennent notamment toutes les charges fiscales, parafiscales, ou autres frappant obligatoirement les prestations et sont considérés comme incluant de plein droit tous les frais afférents à la réalisation du Marché, à savoir, sans que la liste ne soit exhaustive, le coût du personnel, des déplacements, de la logistique, des assurances.

En aucun cas, le titulaire ne pourra arguer des imprécisions, des erreurs, des omissions ou contradictions du CCTP, pour justifier une demande de supplément.

En complément de l'article 10.1.3 du CCAG PI, les précisions suivantes sont apportées en matière de contenu des prix :

- En cas de cotraitance conjointe ou solidaire, les prix du Marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.
- En cas de sous-traitance les prix du Marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle par le titulaire des prestations confiées à ce sous-traitant, ainsi que les conséquences de ses défaillances.
- Les frais de manutention et de transport qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du titulaire. (Rappel du CCAG)

### 5.2. Révision des prix

Les prix des **phases 1 à 4** et de la première année de la **phase 5** sont fermes.

Puis ils pourront être révisés annuellement à date d'anniversaire de la notification du marché (à la hausse comme à la baisse, la révision de prix peut être demandée par le Titulaire ou le Coordonnateur), en application de la formule et dans les conditions définies ci-dessous.

Le coefficient de révision  $C_n$  applicable pour le calcul de **l'acompte versé le mois n** est donné par la formule :

$$C_n = 0,15 + 0,85 (S_n / S_0)$$

$S_0$  = Valeur de l'index de référence  $S$  prise au mois zéro ;

$S_n$  = Valeur de l'index de référence  $S$  prise au mois de réalisation des prestations.

L'indice de référence  $I$  est « ING = ingénierie (Identifiant : 001711010) - valeur au mois de remise de l'offre ».

Cet indice est publié mensuellement et est disponible sur internet à l'adresse suivante :

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001711010?idbank=001711010>

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ».

La valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

#### **Clause de sauvegarde :**

L'Organisme se réserve la faculté de résilier le Marché - sans qu'aucune indemnité ne soit redevable à ce titre - si la révision du prix mène à une augmentation égale ou supérieure à 5% pour l'année. Auquel cas la résiliation prendrait effet de plein droit à la date de l'accusé de réception de sa notification au Titulaire par l'Organisme.

## **6. Passation des bons de commande**

Les commandes portant sur des prix unitaires prévus à l'Annexe financière, sont faites au fur et à mesure des besoins par l'émission de bons de commande. Les mentions portées sur chaque bon de commande sont :

- Référence du marché et numéro du bon de commande ;
- Lieu d'exécution ;
- Type de prestation ;
- Le prix unitaire (sur la base de l'Annexe financière) ;
- Le montant du bon de commande en € HT et TTC ;
- Les coordonnées des « contacts » de l'Organisme et du Titulaire ;
- Le délai d'exécution de prestations ;
- La date de la commande avec le nom et la signature de la personne engageant l'Organisme.

La commande parvient au Titulaire, par exemple par courriel. Les délais d'exécution courent à compter de l'envoi de la commande au titulaire, et sont précisés dans chaque bon de commande.

Dans les 48h ouvrées suivant la réception de la commande, le titulaire confirmera par retour de mail, la prise en compte du bon de commande.

## **7. Avance**

### **7.1. Conditions de versement et de remboursement**

Une avance est accordée au titulaire, si le montant correspondant à la période initiale est supérieur à 50 000 euros HT et dans la mesure où le délai d'exécution de cette période est supérieur à 2 mois (article R2191-3 du code de la commande publique).

Si la durée du marché ou de la tranche affermie est supérieure à 12 mois, l'avance est calculée de la façon suivante : taux de l'avance multiplié par une somme égale à 12 fois le montant initial TTC divisé par cette durée exprimée en mois.

Cette avance n'est due que sur la part du marché que le titulaire ne sous-traite pas.

En application de l'article 11.1 du CCAG PI, le maître d'ouvrage retient l'option A.

- ❖ Lorsque le titulaire ou le sous-traitant, ou le membre du groupement le cas échéant, est une PME au sens du code de la commande publique le taux de l'avance est fixé à 30% ;
- ❖ Lorsque le titulaire ou le sous-traitant, ou le membre du groupement le cas échéant, n'est pas une PME au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à 5% en application de l'article R. 2191-7 du code de la commande publique

En cas de groupement conjoint, les conditions de versement de l'avance sont appréciées au regard de la taille d'entreprise propre à chacun des membres.

Les modalités de calcul du montant de l'avance sont définies précisément aux articles R 2191-3 à 5 du code de la commande publique.

Si le titulaire du marché qui a perçu l'avance sous-traite une part du marché postérieurement à sa notification, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées même dans l'hypothèse où le sous-traitant ne souhaiterait pas bénéficier de l'avance.

## **7.2. En cas de sous-traitance**

Une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants ayant droit au paiement direct et remplissant les conditions d'octroi d'une avance telles que fixées à l'article R 2191-3 du code de la commande publique.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le pouvoir adjudicateur conformément aux articles R 2193-17 à 21 du code de la commande publique.

Les modalités de calcul de l'avance se font dans les conditions des articles R 2191-3 à 5 du code de la commande publique au regard du montant des prestations confiées au sous-traitant tel que cela figure à l'acte d'engagement ou à l'acte spécial.

## **7.3. Conditions de remboursement**

Que ce soit le titulaire du marché ou le sous-traitant, les conditions du remboursement de l'avance se font dans les conditions suivantes : par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de solde. Le remboursement s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65% du montant du marché. Dans la mesure du possible, le remboursement s'effectuera en une seule fois.

En tout état de cause, le remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80% du montant TTC des prestations qui lui sont confiées dans le cadre du marché.

# **8. cession de créances**

L'Organisme remet au Titulaire, à sa demande, soit une copie de l'original du Marché revêtue de la mention dûment signée par lui indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au Titulaire de céder ou de nantir des créances résultant du Marché, soit un certificat de cessibilité conforme au modèle réglementaire.

L'ensemble des modalités est expressément défini aux articles R. 2191-46 et suivants du Code de la commande publique.

Conformément à l'article R. 2193-22 dudit Code, le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées peut céder ou nantir, à concurrence du montant des prestations qui lui sont réglées directement, tout ou partie de sa créance.

# **9. Modalités de règlement des comptes**

## **9.1. Transmission des demandes de paiement**

Pour les prestations forfaitaires, le Titulaire doit établir une facture mensuelle à terme échu, correspondant au forfait mensuel renseigné dans l'acte d'engagement ou l'annexe financière.

Pour les prestations réalisées sur bons de commande, le Titulaire doit établir une facture à terme échu après réalisation de l'ensemble des prestations.

Pour les phases 1 à 4 :

Les factures sont adressées à terme échu, à chacun des organismes, après validation de la phase.

Pour la phase 5 :

La facturation est adressée mensuellement à chacun des organismes mentionnés au CCAP.

Chaque Organisme doit faire l'objet de sa propre facturation. Le coordonnateur n'a pas vocation à régler les factures des membres du groupement de commandes.

Les retenues dont le Titulaire est redevable au titre des pénalités sont déduites du montant hors taxes de la facture.

En application des dispositions de l'article L.2192-3 et L.2392-3 du code de la commande publique, le titulaire est invité à transmettre des factures sous forme électronique.

Nota : le dispositif décrit ci-après peut s'appliquer également à ses éventuels sous-traitants admis au paiement direct.

Pour ce faire, le titulaire doit utiliser la solution informatique gratuite et sécurisée mise à sa disposition, le portail public de facturation dénommé « Chorus Pro », dans les conditions définies au présent article.

L'application Chorus Pro est accessible depuis l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Le titulaire est informé que Chorus Pro est le vecteur exclusif de transmission des factures sous forme dématérialisée : toute transmission de factures par un procédé de dématérialisation autre que Chorus Pro, ou toute transmission par Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après, ne sera pas acceptée. Par suite, en cas de réception d'une facture électronique non adressée via Chorus Pro, l'Organisme informera le titulaire du rejet de sa facture par mail ou par courrier et l'invitera à s'y conformer. En cas de réception d'une facture adressée via Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après ou comportant des informations erronées, l'Organisme informera le titulaire du rejet de sa facture par message généré via Chorus Pro et l'invitera à ré adresser via le portail une facture dûment rectifiée.

Ainsi, le titulaire devra, pour pouvoir déposer ses factures, renseigner les champs suivants dans l'outil :

- Le numéro d'engagement qui correspond au numéro R-OCC-2025-019
- Le numéro de SIRET, qui identifiera chaque Organisme en tant que destinataire de la facture :

Nom de l'organisme	N° SIRET
La CCSS de la Lozère	509 334 512 00019
La CPAM de l'Ariège	776 656 175 00077
La CPAM de l'Aude	775 783 723 00015
La CPAM de l'Aveyron	776 743 999 00026
La CPAM du Gard	775 579 659 00019
La CPAM de la Haute Garonne	776 950 404 00025
La CPAM des Hautes-Pyrénées	777 169 020 00016
La CPAM de l'Hérault	517 608 139 00013
La CPAM du Lot	777 053 117 00027
La CPAM des Pyrénées-Orientales	775 640 220 00015
La CPAM du Tarn	777 187 683 00076
La CPAM du Tarn et Garonne	777 306 168 00017
L'UIOSS de Haute-Garonne	776 906 711 00036

À défaut de numéro de commande, il conviendra de mentionner le numéro du marché tel qu'il figure sur l'acte d'engagement du présent marché ou, à défaut, toute référence permettant d'identifier votre prestation.

En cas d'interrogation sur les modalités d'utilisation de ce dispositif, le titulaire pourra consulter :

- Le site Communauté Chorus Pro à l'adresse : <https://communaute-choruspro.finances.gouv.fr/>
- L'aide en ligne du portail Chorus Pro.

## 9.2. Mentions devant figurer sur les factures

Les factures devront comporter *a minima*, en application de l'article D.2192-2 du Code de la commande publique, les indications suivantes, conformes au marché :

- Nom et adresse du Titulaire ;
- Le numéro de facture ;
- Nom et adresse du destinataire ;
- Le numéro du présent contrat : R-OCC-2025-019 ;
- Le cas échéant, le numéro de son compte bancaire ou postal tel que précisé dans le présent article ;
- La date d'émission de la facture ;
- Les dates de réalisation des prestations ;
- Les prestations réalisées ;
- Le prix unitaire H.T., montant de la T.V.A. et le prix T.T.C ou lorsqu'il y a lieu le prix forfaitaire
- Le cas échéant : Les quantités traitées
- Le prix total HT, montant total TVA, prix total TTC

## 9.3. Modalités de règlement

Les paiements sont effectués selon les règles de la comptabilité publique.

Les prestations sont payables sur présentation de la facture.

L'Organisme se libère des sommes dues en exécution du présent marché en domiciliant ses paiements au crédit du compte ouvert du Titulaire tel qu'indiqué dans l'acte d'engagement, ou à tout autre compte communiqué, par le Titulaire.

Le Directeur comptable et financier de chaque Organisme règle les sommes dues en exécution du présent marché dans un délai de 30 jours, à compter de la réception de la facture, après réalisation par le Titulaire et réception par l'Organisme des fournitures dans les conditions prévues au présent marché.

Le non-paiement dans les délais des sommes dues par les Organismes en application du présent marché donne lieu de plein droit, et sans autre formalité, au profit du Titulaire :

- Au versement des intérêts moratoires au profit du Titulaire :  
Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.
- Au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros.

## 9.4. Règlement en cas de groupements économiques

En cas de groupement, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement.

En cas de groupement solidaire, il sera procédé à un règlement séparé de chacun des membres, si la répartition des paiements est identifiée à l'acte d'engagement.

Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet à l'acheteur, la répartition des paiements pour chacun des membres du groupement.

L'acceptation d'un règlement à chacun des membres du groupement solidaire ne saurait remettre en cause la solidarité des membres.

## **10.Modalités d'intervention dans les locaux de l'acheteur**

L'exécution du présent marché est soumise aux dispositions des articles R.4511-1, 2, 3 et 4 et R. 4515-1 à R. 4514-8, R. 4514-9 et R. 4514-10 du Code du travail.

L'acheteur assure la coordination générale des mesures de prévention définies ci-après. Cependant chaque chef d'entreprise reste responsable de l'application des mesures de prévention nécessaires à la protection de son personnel.

- Obligation d'information préalable à l'inspection des sites :

Le titulaire doit transmettre par écrit à l'acheteur au plus tôt et avant toute intervention sur les sites de cette dernière :

La date d'intervention sur le site ;

La durée prévisible de la ou des interventions ;

Le nombre prévisible de salariés devant intervenir ;

Les noms et qualifications de la personne chargée de diriger l'intervention ;

Les noms et références des sous-traitants et l'identification des prestations sous-traitées.

Il informera par ailleurs l'acheteur de l'intervention de tout nouveau salarié en cours d'exécution des prestations.

- Inspection conjointe préalable des lieux d'intervention :

Une inspection commune des lieux de travail, des installations et des matériels éventuellement mis à la disposition du prestataire est effectuée préalablement à l'exécution de l'opération conformément aux dispositions de l'article R.4512-2 à 5 du Code du travail.

Au cours de cette inspection, l'acheteur ou son représentant communique au titulaire ou à son représentant habilité conformément aux dispositions de l'article R.4511-9 du Code du travail les consignes de sécurité applicables à l'opération qui concerneront ses salariés à l'occasion de leur travail ou déplacements.

Ils se communiquent par ailleurs toutes les informations nécessaires à la prévention des risques liés à l'interférence entre les activités, les installations et matériels des différentes entreprises présentes sur un même lieu d'intervention.

- Analyse préalable des risques :

À l'issue de cette inspection et au vu des informations et éléments recueillis, l'acheteur ou son représentant et le titulaire ou son représentant procèdent en commun à une analyse des risques pouvant résulter de l'intervention sur les sites de l'acheteur.

- Plan de prévention :

Un plan de prévention est établi par écrit et arrêté conjointement par l'acheteur et le titulaire avant tout commencement d'exécution des prestations si, conformément aux dispositions des articles R.4512-6 à 11 du Code du travail :

Soit des risques existent ;

Soit l'opération à effectuer par la ou les entreprises extérieures, ainsi que les entreprises sous-traitantes représentent un nombre d'heures prévisibles au moins égal à 400 heures sur 12 mois, que les interventions soient continues ou discontinues.

Ces dispositions seront applicables si, en cours d'exécution des prestations, il apparaît que le nombre

d'heures de travail doit atteindre 400 heures ou si des risques sont nouvellement apparus.

- Obligations du titulaire ou de son représentant :

Le titulaire ou son représentant doit, avant tout commencement d'exécution des prestations et sur les lieux même de leur intervention, faire connaître à l'ensemble des salariés et sous-traitants affectés à la réalisation de la prestation les consignes de sécurité applicables qui lui ont été communiquées par l'acheteur.

Le titulaire informe par ailleurs de ces consignes tout nouveau salarié ou sous-traitant intervenant sur les sites de l'acheteur en cours d'exécution de la prestation.

- Inspections et réunions périodiques :

Si un plan de prévention a été arrêté conformément aux dispositions de l'article R. 4512-7 du Code du travail, l'acheteur ou son représentant à son initiative ou à la demande des chefs d'entreprises extérieures, organise s'il l'estime nécessaire des inspections et réunions périodiques afin d'assurer la coordination des mesures de prévention.

Les chefs d'entreprises convoqués ou leurs représentants sont tenus d'assister aux inspections ou réunions auxquelles ils ont été convoqués.

Les mesures prises à l'occasion de cette coordination font l'objet d'une mise à jour du plan de prévention.

Lorsque les prestations sont exécutées dans les locaux de l'acheteur, les interventions s'effectueront à l'intérieur de la plage horaire définie ci-après et appelée « période d'intervention » : du lundi au vendredi de 8h30 à 12h30 et de 13h00 à 16h30.

## 11. Pénalités

En cas d'application de la présente clause, le Titulaire encourt, de plein droit, et sans mise en demeure préalable, les pénalités prévues au présent article, sans préjudice du non-paiement, pour absence de service fait, des services non effectués.

Les pénalités éventuelles dont le Titulaire peut être redevable sont déduites du montant du marché révisé ou actualisé TTC ou des factures.

Par dérogation aux stipulations de l'article 14.1.3 du CCAG-PI, aucune exonération de pénalité n'est prévue.

En cas de résiliation du marché, les pénalités de retard sont, le cas échéant, appliquées jusqu'à la veille incluse de la date d'effet de la résiliation.

### 11.1. Pénalités pour absence

Toute absence non justifiée du prestataire à une réunion donne lieu à l'application d'une pénalité de 150 euros par absence.

Le prestataire devra informer l'organisme de son absence au maximum 48h avant la date prévue.

### 11.2. Pénalité pour non remplacement d'intervenant

Non remplacement, par un profil similaire, d'un intervenant suite à demande faite par l'Organisme coordonnateur donne lieu à l'application d'une pénalité de 50 euros par jour ouvré de retard à compter d'un mois après la transmission de la demande de remplacement.

### 11.3. Pénalité de retard

Les pénalités de retard sont calculées par rapport aux délais maximums fixés dans le présent marché à compter du premier jour de retard.

Les manquements du Titulaire à ses obligations sont établis par constat direct de l'organisme concerné.

En complément et/ou par dérogation aux stipulations de l'article 14 du CCAG-PI, les pénalités suivantes seront applicables :

**- Voir tableau des attendus et pénalités annexe 2 du CCAP.**

La date prise en compte pour le retard est celle de la remise du document au maître d'ouvrage. Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure, sur simple constat du retard.

#### **11.4. Pénalités pour non-respect des obligations en matière de lutte contre le travail dissimulé**

Le Titulaire est tenu de s'acquitter des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail relatifs à la déclaration de l'activité de l'entreprise et à la déclaration des salariés de l'entreprise. Le Titulaire encourt une pénalité égale à 10% du montant des factures dans le cadre du présent marché sans pouvoir excéder le montant des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail, que l'organisme concerné appliquer dans les conditions suivantes.

Si le Coordonnateur est informé par un agent de contrôle de l'inspection du travail de la situation irrégulière du Titulaire, il l'enjoindra de la faire cesser par lettre recommandée avec accusé de réception. Si dans un délai de quinze jours après cette mise en demeure, le Titulaire n'apporte pas la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle, l'organisme concerné en informe l'agent auteur du signalement et peut appliquer la pénalité prévue à l'alinéa précédent.

### **12.Sous-traitance**

En application de l'article L.2193-4 du code de la commande publique, il est rappelé que tout sous-traitant doit préalablement à son intervention au titre du marché être déclaré au Coordonnateur afin d'être accepté et que ses conditions de paiement soient agréées.

### **13.Conditions de remise et de validation des livrables**

L'admission des prestations se fait conformément aux articles 28 et 29 du CCAG-PI, et aux dispositions ci-dessous qui les complètent ou y dérogent.

De façon générale, les organismes se laissent 20 jours à réception d'un document pour valider ou réaliser une demande de rectification.

**Voir Tableau des attendus et des délais de remise en annexe 2 du CCAP.**

#### **13.1. Conditions de remise et de validation du Diagnostic des installations**

Après chaque visite de site, le titulaire transmettra à l'organisme correspondant, le diagnostic du recensement prévu au CCTP.

Pour rappel, le prestataire dispose de 2 mois à partir de la notification du marché pour réaliser les visites de sites puis 1 mois pour transmettre son diagnostic, soit 3 mois maximum à compter de la notification du marché pour transmettre l'ensemble des diagnostics.

Le prestataire établit **un rapport de diagnostic par site**.

Le prestataire devra transmettre **dans un même envoi** tous les rapports relatifs aux différents sites d'un organisme.

**Ces rapports seront remis à l'organisme correspondant** sous forme électronique (version permettant l'exploitation des données: Excel, Word, ...).



L'organisme devra :

- soit valider l'admission du le diagnostic au regard du marché ;
- soit demander des rectifications avec mise au point du diagnostic.

A la réception du diagnostic mis au point rectifié, l'organisme devra valider l'admission de ce nouveau diagnostic avant de procéder au paiement.

Le paiement du premier acompte, est conditionné à la validation de ce(s) diagnostic(s).

### **13.2. Conditions de remise et de validation des propositions de programmes**

Le titulaire transmettra à l'organisme correspondant, les propositions de programmes prévues au CCTP.

Pour rappel, le prestataire dispose de 1 mois à compter de la remise du diagnostic pour transmettre ses propositions de programmes et réaliser une réunion de présentation avec l'ensemble des membres du groupement.

Le prestataire établit des propositions de programme par site.

Le prestataire devra transmettre **dans un même envoi** tous les programmes relatifs aux différents sites d'un organisme.

**Ces rapports seront remis à l'organisme correspondant mais également à l'organisme coordonnateur :**

- sous forme électronique (version permettant l'exploitation des données: Excel, Word,...).

L'organisme coordonnateur devra ensuite :

- soit valider l'admission du programme au regard du marché ;
- soit demander des rectifications-avec mise au point du programme.
- A la réception du programme rectifié, le coordonnateur devra valider l'admission de ce nouveau programme avant de procéder au paiement.

Le paiement du second acompte, est conditionné à la validation de ce(s) programme(s).

### **13.3. Conditions de remise et de validation du dossier de consultation des entreprises**

Le titulaire transmettra à l'organisme coordonnateur le dossier de consultation des entreprises (DCE) qui servira pour la mise en concurrence des entreprises d'entretien / maintenance.

Pour rappel, le prestataire dispose de 1 mois à compter de la validation du programme pour transmettre le DCE.

Ce dossier de consultation sera remis à l'organisme coordonnateur :

- sous forme électronique (version permettant l'exploitation des données: Excel, Word,...).

L'organisme coordonnateur devra :

- soit valider l'admission du DCE au regard du marché ;
- soit demander des rectifications avec mise au point du DCE ;
- A la réception du programme rectifié, le coordonnateur devra valider l'admission ce nouveau programme avant de procéder au paiement.

Le paiement du troisième acompte, est conditionné à la validation du DCE.

### 13.4. Conditions de remise et de validation du rapport d'analyse des offres

Le titulaire transmettra à l'organisme coordonnateur le rapport d'analyse des offres.

Pour rappel, le titulaire dispose d'un mois pour transmettre l'analyse des offres et réaliser la présentation du rapport en commission d'examen des marchés à réception des offres.

Ce rapport d'analyse des offres sera remis à l'organisme coordonnateur :

- sous forme électronique (version permettant l'exploitation des données: Excel, Word,...).

L'organisme coordonnateur devra :

- soit valider l'admission du rapport d'analyse;
- soit demander des rectifications avec mise au point du rapport d'analyse.

A la réception du rapport rectifié, le coordonnateur devra valider ce nouveau rapport avant de procéder au paiement.

L'AMO présentera son rapport d'analyse des offres à la commission d'examen des marchés.

Le paiement du quatrième acompte, est conditionné à la validation du rapport d'analyse.

### 13.5. Conditions de remise et de validation des bilans annuels de suivi d'exécution des marchés de maintenance

Le titulaire transmettra à l'organisme correspondant, les bilans annuels de suivi d'exécution des marchés de maintenance conformément aux dispositions du CCTP.

Pour rappel le prestataire dispose de 4 semaines à compter de la fin de saison de chauffe pour transmettre son bilan annuel.

Le prestataire établit **un bilan par site**.

Le prestataire devra transmettre **dans un même envoi** tous les bilans annuels relatifs aux différents sites d'un organisme.

Ces bilans annuels seront remis à l'organisme, pour le(s) site(s) le(s) concernant :

- sous forme électronique (version permettant l'exploitation des données: Excel, Word,...).

L'organisme contractant devra :

- soit valider l'admission du bilan annuel ;
- soit demander des rectifications avec mise au point du bilan annuel.

A la réception du bilan rectifié, l'organisme devra valider ce nouveau bilan avant de procéder au paiement.

### 13.6. Conditions de remise et de validation d'un état des lieux contradictoire des installations avec le mainteneur :

Le titulaire transmettra à l'organisme correspondant une copie de l'état des lieux contradictoire réalisé en présence du mainteneur et du maître d'ouvrage dans les 1 mois suivant la notification du marché de maintenance.

Le prestataire établit **un état des lieux par site**.

Le prestataire devra transmettre **dans un même envoi** tous les états des lieux contradictoires relatifs aux différents sites d'un organisme.

Cet état des lieux sera remis à l'organisme, pour le(s) site(s) le(s) concernant :

- sous forme électronique (version permettant l'exploitation des données: Excel, Word,...).

L'organisme contractant devra :

- soit valider l'état des lieux ;
- soit demander des rectifications.

### 13.7. Autres documents à transmettre :

Voir tableau des attendus et délais correspondants (annexe 2 du CCAP)

### 13.8. Hypothèse de demandes de rectification des livrables par l'organisme contractant

Dans le cas où des rectifications avec mises au point des livrables sont demandées par l'organisme contractant, le titulaire devra remettre son livrable rectifié dans un délai de **10 jours** suivant la demande. La remise des livrables rectifiés sera effectuée dans les mêmes conditions que celles prévues pour la remise des livrables initiaux. L'organisme contractant disposera, ensuite, d'un délai maximum de **15 jours** pour soit valider l'admission de ces livrables rectifiés, soit le cas échéant demander de nouvelles rectifications ou une réfaction.

## 14. Suivi de l'exécution du marché

### 14.1. Réunion de suivi :

Le Coordonnateur organise selon ses besoins, et a minima une fois par an, une ou plusieurs réunions de suivi de l'exécution du marché avec le Titulaire.

Des réunions de suivi pourront avoir lieu à la demande entre le titulaire et chaque organisme concerné. Le compte-rendu / relevé de décision de chaque réunion devra être envoyé à l'Organisme concerné dans un délai de 7 jours.

### 14.2. Devoir de conseil et d'alerte :

Le Titulaire est astreint à un devoir de conseil et de mise en garde sur tous les aspects techniques et organisationnels qu'il a à fournir. Cela concerne également les aspects normatifs et réglementaires. A ce titre, il doit présenter au Coordonnateur, sous une forme adaptée, lors des réunions d'échanges avec le titulaire, toutes les propositions utiles de nature, notamment, à améliorer les conditions de mise en œuvre ou la qualité des prestations objets du présent marché.

Le Titulaire assure également auprès du Coordonnateur un devoir d'alerte sur tous les événements ou les faits pouvant compromettre l'exécution du marché dont il a la responsabilité sans délai à compter de la connaissance de l'événement et propose les mesures adaptées pour les faire cesser.

### 14.3. Obligations du Titulaire en matière de personnel

#### 14.3.1. Engagement d'ordre général

Le Titulaire devra dédier un **interlocuteur administratif unique** tout au long de l'exécution, du Marché afin de faciliter sa collaboration avec l'Organisme. En cas d'indisponibilité temporaire ou définitive de son référent, le Titulaire devra en informer l'Organisme et pallier à son remplacement dans les meilleurs délais.

De manière générale, en cas d'absence ou de défection d'une personne affectée à l'exécution de la prestation, le Titulaire devra prendre toutes les dispositions pour que l'exécution de la prestation ne s'en trouve pas affectée.

En outre, l'Organisme pourra à tout moment et à chaque fois qu'il l'estime nécessaire demander le remplacement, **par un profil similaire**, d'un intervenant du Titulaire qui devra être fait dans un délai raisonnable voire immédiatement en fonction de la gravité de la situation (mauvais comportement,

mauvaise exécution du marché, non-respect des règles de sécurité, etc.). La demande sera écrite et motivée. L'inobservation de cette clause pourra donner lieu à sanction (pénalité, résiliation).

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations. Le niveau de qualité de service ne devra pas non plus être dégradé.

L'exécution des prestations se fait dans le respect des normes et règlements en cours et à venir. La responsabilité du Titulaire pourra être engagée dans la mesure où il apparaît qu'il n'a pas procédé aux vérifications qu'un responsable de recrutement normalement avisé mettrait en œuvre pour l'emploi d'une qualification déterminée et qu'il en résulte un préjudice pour l'Organisme.

#### **14.3.2. Mise à disposition de la liste nominative du personnel :**

Le Titulaire fournit à l'Organisme la liste nominative des personnels intervenant dans le cadre des prestations du Marché et sur laquelle est reportée la qualification correspondante de chacun d'entre eux. Cette liste est mise à jour à chaque modification de personnel.

En cas de remplacement du personnel du Titulaire en cours d'exécution du Marché, le Titulaire est tenu d'informer l'Organisme de sa planification, de fournir les justificatifs attestant la bonne formation de ses employés aux prestations à exécuter et mettre à disposition la liste du personnel à jour.

### **14.4. Arrêt de l'exécution des interventions**

En application de l'article 22 du CCAG PI, le Maître d'ouvrage se réserve la possibilité de ne pas poursuivre l'exécution des prestations qui font l'objet du Marché, à l'issue de chacune des phases du marché.

La décision de ne pas poursuivre l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité. La décision de l'arrêt d'exécution sera notifiée par lettre avec accusé de réception par le Maître d'ouvrage au Titulaire. La décision de ne pas poursuivre l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché.

## **15. Assurances**

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-PI, tout Titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est Titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

## **16. Obligations fiscales et sociales**

Le titulaire est tenu de remettre à l'organisme contractant tous les six mois à compter de la date de début d'exécution du marché et ce jusqu'à la fin de son exécution les pièces prévues par l'article D8222-5 du code du travail (ou D8222-7 du code du travail en cas de titulaire établi ou domicilié à l'étranger ; ces pièces devant être rédigées en langue française ou accompagnées d'une traduction en langue française).

## **17. Résiliation du contrat**

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 27 et 36 à 42 du CCAG-PI.

Par dérogation aux articles 36 et 40 du CCAG-PI en cas de résiliation pour motif d'intérêt général le Titulaire ne percevra aucune indemnité.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-8 du code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail, le contrat sera résilié aux torts du Titulaire.

Le Coordonnateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du Titulaire.

## **18. Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au Coordonnateur par le Titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le Coordonnateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au Titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L. 627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L. 622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un (1) mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un (1) mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du Titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le Titulaire, à aucune indemnité.

## **19. Règlement des litiges et langues**

En cas de litige, la loi française est seule applicable.

Toute contestation relative à l'exécution du présent marché sera de la compétence exclusive du Tribunal Judiciaire du pôle régional achat - CPAM des Hautes-Pyrénées

TJ de Bordeaux : 30 Rue des Frères Bonie, 33000 Bordeaux

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

## **20. Clause de confidentialité**

1. Chaque Partie s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations qui lui seront communiquées par l'autre Partie, dans le cadre de l'exécution du présent Contrat. Les Parties entendent préciser que seront considérées comme confidentielles les données échangées entre les Parties tout au long de l'exécution du Contrat.

Chaque Partie s'engage à respecter le secret professionnel et le secret des affaires ainsi que les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 sur l'informatique et les libertés modifiée et du règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 appelé « règlement européen sur la protection des données ou « RGPD ».

Chaque Partie s'interdit, en conséquence, de divulguer, pour quelque cause que ce soit, lesdites informations, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit.

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif,

tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou disquette, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support.

2. Chacune des Parties s'engage notamment à :
  - prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'accès aux informations confidentielles,
  - ne pas utiliser les informations confidentielles autrement qu'aux fins du Contrat,
  - ne pas utiliser les informations confidentielles à son profit ou au profit de tout tiers en dehors de la stricte application du Contrat,
  - ne pas divulguer les informations confidentielles à tout tiers non autorisé ou non concerné par l'objet du Contrat,
  - ne pas utiliser les informations confidentielles pour toute action directe ou indirecte de conception, développement ou commercialisation de produits similaires ou concurrentiels à ceux de l'autre Partie,
  - ne divulguer les informations confidentielles qu'à ses seuls préposés ayant la nécessité de les connaître au titre de leur mission,
  - ne laisser accès aux informations confidentielles qu'à ceux de ses dirigeants, employés, mandataires, ou conseils devant y avoir accès pour la bonne exécution du Contrat et sous réserve du respect par ceux-ci de la présente obligation de confidentialité.
3. Chacune des Parties sera déliée de son obligation de confidentialité au cas où :
  - la divulgation des informations confidentielles serait exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou si cette divulgation était nécessaire pour mettre en œuvre ou prouver l'existence de droits en vertu du Contrat,
  - les informations confidentielles ont fait l'objet d'une mise à disposition au public assurée directement par l'autre Partie et sans restriction,
  - les informations confidentielles sont déjà connues du public, ou sont tombées dans le domaine public en dehors de toute intervention de l'autre Partie,
4. Chacune des Parties s'engage à respecter son obligation de confidentialité dès la signature du présent Contrat et pendant toute sa durée ainsi que pendant une période de cinq (5) ans à compter de la fin du présent Contrat et pour quelque cause que ce soit.

## **21. Clause de sécurité du système d'information**

Obligations en matière de sécurité :

Le Titulaire s'engage dans chaque intervention (livraison, installation, configuration, mise en service, maintenance, dépannage, retrait, etc.) à respecter les règles d'accès physique aux locaux et les procédures et pratiques de sécurité de l'information en vigueur dans l'Organisme, dont la Politique de Sécurité du Système d'Information (PSSI) basée sur la norme ISO27002. En cas de recours à la sous-traitance, le Titulaire doit répercuter l'ensemble des exigences de sécurité qui lui sont applicables vers le sous-traitant.

a) Conditions d'accès aux sites et aux locaux :

Des autorisations d'accès physiques, adaptées aux prestations réalisées et limitées en durée, seront attribuées aux préposés du Titulaire. Seuls les représentants du Titulaire intervenant quotidiennement

sur les sites de l'Organisme pourront bénéficier d'autorisations de longue durée et de moyens d'accès physiques dédiés.

Les interventions du Titulaire doivent être planifiées et effectuées après validation d'un service technique de l'Organisme. Pendant leur présence dans les locaux de l'organisme, les préposés du Titulaire sont assujettis aux règles d'accès et de sécurité aux locaux des visiteurs, établies et communiquées au Titulaire par l'Organisme. Les accès aux locaux techniques font l'objet de dispositions spécifiques en matière de sécurité.

Le Titulaire s'engage à fournir une liste, régulièrement mise à jour, des personnels autorisés à intervenir sur les sites de l'Organisme.

Sauf exceptions dûment justifiées, l'Organisme veille à la présence effective de l'un de ses préposés qualifiés, pendant la durée d'intervention des personnels du Titulaire, de telle sorte que toute mesure utile puisse être prise en cas d'accident.

Chaque intervention du Titulaire doit être tracée au travers d'un bon de passage ou d'un enregistrement dans une main courante.

#### b) Confidentialité :

Les obligations du Titulaire en matière de confidentialité sont détaillées dans l'article 5 du C.C.A.G.-T.I.C et les clauses complémentaires du Cahier des Clauses Administratives Particulières.

Le Titulaire s'astreint également à l'application du droit d'en connaître : n'accéder qu'aux documents et informations strictement nécessaires à la réalisation des prestations du marché.

Le Titulaire est tenu au respect de la réglementation relative à la protection des données nominatives, auxquelles il a accès pour les besoins de l'exécution du marché (loi modifiée n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

#### c) Conditions d'accès au Système d'Information :

Des accès au système d'information ne seront fournis aux préposés du Titulaire qu'en cas de justifications valides et en rapport avec les prestations réalisées.

Les accès aux postes de travail de l'Organisme s'effectuent au travers d'un mécanisme d'authentification forte.

##### c.1) Protection des données :

L'attribution des accès est conditionnée au respect des mesures de protection décrites dans la Charte d'Utilisation des Ressources Informatiques en vigueur dans l'Organisme. Un exemplaire de la charte sera remis aux préposés du Titulaire concerné.

Le Titulaire s'engage à préserver l'intégrité et la confidentialité des données contenues sur les ressources du système d'information mis à disposition. Le Titulaire mettra en place les mesures techniques et organisationnelles préconisées par l'Organisme de nature à empêcher tout accès ou utilisations fraudueuses des données et à prévenir toute perte, altération ou/et destruction des données.

Le Titulaire s'engage à ne faire aucun autre usage des données que celui pour lequel le présent marché est conclu. Il s'engage à restituer ou effacer l'ensemble des données à l'issu du présent marché.

##### c.2) Protection des accès distants :

En cas de nécessité d'accès à distance au système d'information de l'Organisme à partir des locaux du Titulaire ou d'un sous-traitant, y compris pour un accès ponctuel, les engagements du Titulaire concernant la télémaintenance devront être formalisés dans un document spécifique intitulé « Sécurité des télémaintenances ». Ils portent notamment sur un accès limité aux seules ressources et informations strictement nécessaires à la télémaintenance et au respect de la confidentialité des données potentiellement accédées.

c.3) Accès aux composants du SI :

Toute installation ou modification d'un élément du SI ne peut être réalisée par le Titulaire qu'après validation et sous le contrôle du personnel informatique habilité de l'Organisme.

Si un intervenant du Titulaire a besoin de se connecter à un système d'exploitation d'un composant du système d'information de l'Organisme, il doit utiliser un compte spécifique permettant de garantir l'imputabilité de ses actions.

c.4) Journalisation des accès :

Les accès et l'utilisation du système d'information font l'objet d'une journalisation. Les journaux d'événements sont confidentiels et accessibles uniquement aux personnels habilités de l'Organisme. Leur exploitation est réalisée de manière périodique selon les dispositions décrites dans la charte.

d) Remontées d'incidents :

Un préposé du Titulaire qui détecte au cours d'une intervention un incident impactant la sécurité du système d'information doit le signaler sans délai et selon la procédure en vigueur auprès du personnel de l'Organisme présent sur le site.

e) Fin de la prestation :

A chaque fois qu'un salarié ou sous-traitant du Titulaire ne participe plus à la réalisation de la prestation, mais aussi à l'issue du marché, le Titulaire doit restituer au représentant de l'Organisme l'intégralité des moyens d'accès physiques et logiques, la documentation, les données et supports informatiques qui ont pu être remis au cours de la prestation.

L'Organisme modifiera ou supprimera également les identifiants, codes et mots de passe des préposés du Titulaire des systèmes de sécurité physiques et logiques.

f) Sensibilisation – Information :

Le Titulaire doit informer ses salariés et sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

A cet effet, le Titulaire doit remettre systématiquement un exemplaire du « livret de Sécurité du prestataire » à chaque intervenant. Ce livret joint au Dossier de Consultation des Entreprises est opposable au Titulaire et a valeur contractuelle.

g) Sanctions applicables :

En cas de manquement par le Titulaire, ses préposés et/ou ses sous-traitants, aux obligations précitées, sont applicables l'ensemble des sanctions prévues au présent marché.



Au surplus, et pendant toute la durée du marché, en cas de manquements aux règles de sécurité, l'Organisme se réserve le droit de demander de manière motivée la récusation des personnels du Titulaire concerné. Le Titulaire doit alors procéder au remplacement des personnels dont la récusation est demandée en proposant, sans délai, un personnel de remplacement de qualifications et de compétences équivalents.

## 22.Dérogations

Liste des articles du CCAG PI auxquels il est dérogé, et intitulé des articles par lesquels sont introduites ces dérogations :

Article C.C.A.P.	Article du CCAG-PI
4. Pièces contractuelles du Marché	Article 4.1
5.1. Caractéristiques des prix pratiqués	Article 10.1.3
11. Pénalités	Article 14
13. Conditions de remise et de validation des livrables	Articles 28 et 29
17. Résiliation du contrat	Articles 36 et 40